Aux origines de l'État breton. Servir le duc de Bretagne aux XIII^e et XIV^e siècles

Jean-Luc Sarrazin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/6553>

DOI : 10.4000/abpo.6553

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2020

Pagination : 208-212

ISBN : 978-2-7535-8225-5

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Luc Sarrazin, « Aux origines de l'État breton. Servir le duc de Bretagne aux XIII^e et XIV^e siècles », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 127-4 | 2020, mis en ligne le 10 décembre 2020, consulté le 06 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/6553> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.6553>

COATIVY, Yves, *Aux origines de l'État breton. Servir le duc de Bretagne aux XIII^e et XIV^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection « Histoire », 2019, 342 p., avec un cahier de 11 cartes en couleurs.

La genèse de l'État moderne constitue, on le sait, une thématique majeure de l'histoire médiévale depuis une quarantaine d'années. Dans ce cadre, le duché de Bretagne à la fin du Moyen Âge a fait l'objet d'une série assez exceptionnelle de travaux remarquables dominés par les publications de documents et les thèses de Michael Jones et de Jean Kerhervé ainsi que par le grand manuel de Jean-Pierre Leguay et Hervé Martin *Fastes et malheurs de la Bretagne ducale (1213-1532)*. Pour l'essentiel, la recherche s'est focalisée sur la guerre de Succession et le temps des Montfort. Le choix fait par Yves Coativy de consacrer une étude de fond à la période antérieure, celle des ducs de la maison de Dreux (1213-1341) n'en est donc que plus intéressant. Marquée par les importants travaux d'Arthur de La Borderie et de Marcel Planiol, l'historiographie de cette période est ancienne. Une nouvelle lecture des sources, à quelque distance d'une approche exclusivement juridique ou fonctionnelle, était possible. C'est ce qu'a tenté l'auteur dans un ouvrage issu du mémoire inédit de son dossier d'Habilitation à diriger des recherches soutenu en 2012.

Comme l'indique le sous-titre, la notion sur laquelle repose l'analyse est celle de service au duc. Comprise dans une acception large, elle implique d'identifier tous les personnages qui, d'une manière ou d'une autre, ont œuvré pour le pouvoir ducal ; ceci, en les replaçant dans la concrétion progressive des institutions à l'origine de l'État breton. À cette fin, l'auteur s'en remet aux bienfaits de la démarche prosopographique. Il a constitué un gros corpus d'environ 1600 noms, prudemment réduit à 784, certains personnages initialement repérés n'étant que des serviteurs présumés ou des homonymes. En lui-même, ce chiffre élevé montre que le filet a été jeté en eaux profondes. L'étude ne se limite pas aux gens de l'entourage immédiat du duc ; elle inclut les subalternes, y compris ceux dont le rôle se borne à collecter quelques deniers pour le duc au « fin fond de la Bretagne ».

Une telle recherche se heurte à deux difficultés majeures. La première tient à l'insigne faiblesse des sources. La Bretagne n'est pourtant pas restée à l'écart de la « révolution documentaire » (titre du chapitre II) qui caractérise le XIII^e siècle européen. Le duché connaît lui aussi une croissance remarquable de l'écrit administratif et comptable, précisément développé par l'État embryonnaire. Ce sont les destructions perpétrées pendant les guerres et la Révolution qui ont creusé des lacunes béantes et irrémédiables dans les archives. Sans les registres et les rouleaux de comptes du duché disponibles à partir des années 1260, l'étude n'aurait guère été possible. L'intérêt de ces comptes est d'apporter des données substantielles sur le fonctionnement de la principauté et de livrer en assez grand nombre des noms d'officiers et de fermiers. L'autre grande difficulté réside dans le caractère instable, mouvant, flottant de l'évolution conduisant des réalités féodales et domaniales constitutives du Domaine vers des institutions graduellement plus formalisées à la base de l'État naissant. L'un des mérites de l'ouvrage est, par sa démarche même, de montrer que l'institutionnalisation ne s'effectue pas d'emblée mais suivant un processus incertain, parfois au gré des circonstances.

Un tableau général de la Bretagne à l'époque envisagée précède l'étude proprement dite. Évoquant la diversité et les divisions de l'espace breton, l'auteur rappelle à juste titre l'importance que revêt la question du bilinguisme. Les ducs de la maison capétienne des Dreux parlent français tout comme leurs sujets de la partie est du duché. S'il recule, le breton résiste bien dans les deux tiers ouest de la péninsule armoricaine. Des indices montrent qu'on le pratique dans l'entourage

du duc et que des serviteurs sont bilingues. De Pierre de Dreux (Mauclerc) à Jean III, les ducs de la dynastie sont bien connus : l'ouvrage n'avait pas à s'y attarder. De la même façon, les quelques pages consacrées à l'économie ne pouvaient qu'être sommaires. La Bretagne des Dreux est densément peuplée et s'ouvre de plus en plus sur l'extérieur grâce au commerce maritime. Durant toute cette période, la question de l'indépendance ne se pose pas ; il faut donner raison à l'auteur d'y insister à plusieurs reprises.

Assise territoriale et financière du pouvoir ducal, le Domaine est le cadre essentiel dans lequel s'effectue le service au duc. Il fait naturellement l'objet de toutes les attentions. En bons capétiens, Pierre de Dreux et Jean le Roux l'accroissent sensiblement et sans trop de scrupules, par des confiscations, des guerres, des saisies pour non-remboursement de dettes. Ils n'agissent pas sans complices. En reprenant avec précision les étapes de cet accroissement, l'étude montre l'implication de la famille et d'officiers dans cette politique. Le Domaine sert aussi à doter les cadets et les femmes par le biais des apanages, des dots et des douaires. L'on connaît les conséquences qu'a eues la décision prise par Jean III de recréer l'apanage de Penthievre.

Reportée au chapitre VIII, la question si complexe et si débattue des baillies et châtelainies n'est pas éludée. À suivre l'analyse proposée des ressorts et des sièges ainsi que les tableaux solidement informés qui en sont tirés, l'image d'une carte stabilisée que suggère le *Libre des ostz* de 1294 n'est pas conforme à la réalité. Durant tout le ^{xiii}^e siècle, peut-être même jusqu'en 1341, la structure évolue en permanence. L'on peut, en outre, relever un certain flottement terminologique dans le compte des années 1262-1267, les termes de « sénéchal » et de « châtelain » étant utilisés l'un pour l'autre à propos des « baillies », éphémères semble-t-il, de La Roche-Derrien, Thuys et Hédé. S'agissant des châtelainies, l'auteur en fait une présentation qui n'est pas dénuée d'une certaine ambiguïté. Il les décrit à la fois comme circonscriptions et nébuleuses de droits, ce qui est juste mais il les définit comme divisions de la baillie (p. 231), ce qui est discutable. Les châtelainies n'ont pas été découpées dans une baillie ; elles n'en sont pas une subdivision. Plus anciennes, elles en sont la texture et le cadre vivant où s'exerce le pouvoir du duc par le biais du prélèvement et de la justice. À propos des baillies, l'auteur observe que celle de Léon correspond au diocèse, de même que celle de Cornouaille, à l'exception du Poher. Dans la conclusion du chapitre, il élargit sa proposition en remarquant que les baillies en général recourent sans les imiter les diocèses et il évoque à ce sujet un « principe étonnamment moderne de contrôle du territoire ». Ce faisant, il effleure une problématique récemment mise en exergue, notamment par Florian Mazel, sans oser s'y aventurer plus avant. En Bretagne comme ailleurs, l'Église n'a-t-elle pas fourni à l'État en voie de constitution un modèle de domination spatiale fondée sur la territorialité juridictionnelle, une logique émergente de souveraineté venant se surimposer à une logique féodo-seigneuriale néanmoins toujours très vivante (les châtelainies) ?

Dans la perspective de l'étude, la question des revenus revêt évidemment une importance centrale. De quels moyens financiers dispose le pouvoir ducal ? Quel personnel assure la collecte ? En s'appuyant sur les chiffres relatifs au douaire de Yolande de Dreux, alors sous la tutelle de Philippe le Bel, Yves Coativy avance une fourchette se situant entre 21 000 et 24 000 livres tournois au tournant des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. C'est vraisemblablement la base minimale. D'après les comptes des années 1263-1267, les baillies de Rennes et de Nantes, suivies par celle de Penthievre, procurent sans surprise les recettes les plus importantes. D'une grande diversité, les revenus sont de nature domaniale ou seigneuriale. Mais voici qu'apparaissent des éléments d'une fiscalité moderne, des *brefs de mer* et des bénéfices liés à la

frappe de pièces de monnaie dans les ateliers de Nantes, Rennes et Guingamp. La collecte est en partie assurée par des fermiers qui ne sont pas des officiers mais sont néanmoins au service du duc. Ce monde des fermiers est hélas mal documenté. Seulement trois personnages peuvent faire l'objet d'un portrait particulier, le Guingampais Michel Costantin qui devient grand receveur, le Bayonnais Pierre Doumas installé à Quimper et le Nantais Brient Maillart.

Comme les autres princes de l'époque, les ducs de Bretagne sont itinérants. Ils parcourent essentiellement un espace formant une sorte de triangle dont les sommets sont Nantes, Ploërmel et Vannes, au cœur du Domaine. C'est là que se trouvent, en plus grand nombre, leurs résidences, autrement dit les lieux de pouvoir. Le ^{xiii}^e siècle, principalement le règne de Jean le Roux, est marqué par une active politique de constructions et de rénovations. Attendues, les pages consacrées à Suscinio, la « résidence favorite », à la Tour-Neuve de Nantes, mais aussi à différentes forteresses et quelques manoirs apportent une solide mise au point sur une politique qui témoigne clairement de l'affirmation grandissante du pouvoir princier. En se fondant sur le testament de Jean II (1302) et sur le compte d'Auberi de Baudement, l'auteur estime entre 100 à 120 le nombre de personnes présentes auprès du duc lorsque ce dernier réside à Suscinio au début du ^{xiv}^e siècle. C'est précisément à cette époque que l'Hôtel apparaît en pleine lumière comme un service bien structuré assez comparable à d'autres hôtels princiers. Son organisation formelle remonte en toute vraisemblance au règne de Jean le Roux. Un Grand Hôtel veille sur la personne du duc. Son effectif d'environ 100 personnes le situe très au-dessus des services domestiques des grands seigneurs bretons mais bien en-dessous de l'Hôtel du roi de France.

La structure même du pouvoir ducal évolue en profondeur. Les vieilles charges de chancelier et de sénéchal de Bretagne s'effacent. Le parallélisme avec le pouvoir royal est frappant : l'ouvrage ne manque pas de le relever. Entre 1237 et 1319, l'office de chancelier n'est plus pourvu. De la même façon, celui de sénéchal n'est plus mentionné après 1245. La prosopographie enregistre, au demeurant, la perte de substance qui affecte ces fonctions ; il est en effet difficile de retracer les activités des personnages occupant ces offices au début du ^{xiii}^e siècle. Or Renaud, évêque de Quimper (1218-1245), chancelier de 1214 à 1237, n'est pas un inconnu, pas plus que le sénéchal Juhel de Mayenne, « œil » de Philippe Auguste.

De nouvelles institutions émergent de la *curia*. Le duc gouverne avec son « conseil », dont la composition et le fonctionnement restaient encore assez mal connus. Même si elle est rendue malaisée par l'abandon des listes de témoins dans le protocole final des actes, l'étude répertorie les noms de ceux qui aident le duc à prendre les décisions. En résumant à grands traits les données qu'elle fournit, il apparaît que les hommes venus du comté de Dreux sont majoritaires sous Pierre Mauclerc ; ils sont encore présents lors des enquêtes de 1235 pour l'évêque de Dol et Jean de Dol. Globalement par la suite, la composition varie en fonction de l'affaire à traiter. Outre le groupe des officiers ou familiers, elle comprend les barons et les prélats concernés. La véritable institutionnalisation n'intervient qu'aux dernières décennies du ^{xiii}^e siècle ; le conseil se mue alors en instrument d'un pouvoir princier souverain agissant de « *grace speciale* ». L'évolution est semblable pour les assemblées élargies, les « parlements ». En Bretagne comme ailleurs, un « parlement » est, au sens premier du terme, une assemblée où les présents prennent la parole pour donner leur avis ou leur accord. En 1240, la décision d'expulser les Juifs de Bretagne est prise « à la requête des évêques, abbés, barons et vassaux de Bretagne ». La composition de ces assemblées dépend là-aussi de la question traitée. Le Parlement en tant qu'institution ne se constitue qu'à partir de la fin des années 1280. Sa composition est encore fluctuante. L'identité des personnages chargés d'examiner

la suppression du *tierçage* et du *past nuptial* en 1308 confirme que sont alors réunis les représentants du clergé, ceux du duc et « des barons, des nobles et du peuple ». De grand prix est le tableau relatif aux séances dudit Parlement entre 1287 et 1335.

L'étude des personnages repérés au service domestique du duc ou dans les rouages de l'État naissant livre par ailleurs d'intéressants constats. Sur les 88 membres de l'Hôtel identifiés dans le compte d'Auberi de Baudement, au début du ^{xiv}^e siècle, seuls dix semblent appartenir à des familles nobles. L'aristocratie bretonne opte, à l'évidence, pour d'autres formes de service. Les proches du duc susceptibles d'influencer ses décisions présentent des profils qui évoluent au fil des règnes. Il faut cependant attendre le début du ^{xiv}^e siècle pour que l'information se fasse plus précise. Le testament de Jean II (1302 et 1305), l'inventaire des biens du défunt duc (1306), l'exécution du testament d'Arthur II (1312) apportent de précieuses données sur l'entourage des ducs en question. Actif dans les trois opérations, Auberi de Baudement fait figure de très proche pour les deux princes. Venu de Champagne, il illustre bien le retour des « Français » qu'observe l'auteur et qu'il explique par le mariage d'Arthur II avec Yolande de Dreux, sa cousine. Opportunément mise en avant, la notion de « cercles de pouvoir » s'avère opératoire pour étudier les groupes influents auprès du duc. Apparaissent d'abord des familles aristocratiques, par exemple les Anast ou les Derval. Viennent ensuite les manieurs d'argent, Lombards, Cahorsins et Templiers, dont le duc a besoin pour la gestion de ses finances. Un Rolland le Lombard effectue une belle carrière au service du duc jusqu'à devenir grand receveur en 1311. Quant aux Bayonnais, leurs relations avec le duc s'organisent autour du traitement et du commerce des poissons.

Pour être de contenu très inégal, les fiches prosopographiques n'en apportent pas moins quelque lumière sur le recrutement et les carrières des officiers de l'administration locale. 73 sénéchaux de baillie ont pu être identifiés. Sur les 31 dont l'origine géographique est élucidée, 15 sont extérieurs à la baillie où ils exercent. Sur les 73, 18 sont chevaliers, ce qui est une proportion non négligeable. Les autres sont écuyers ou bourgeois d'une ville. Les carrières semblent être assez courtes. Il en est cependant de très longues comme celle de Renier de Saint-Liz (Sainte-Luce-sur-Loire?), sénéchal de Nantes entre 1240 et 1295 mais avec des interruptions. Dans les châtelainies, les châtelains apparaissent comme des officiers polyvalents. Le nombre limité de fiches les concernant (une quarantaine) ne permet pas d'en dresser un portrait type. La progression de l'influence ducal auprès des populations doit beaucoup à l'activité de ces sénéchaux, ces châtelains, de leurs clercs mais aussi d'officiers domaniaux, prévôts, viguiers ou autres alloués, dont on ne connaît guère le plus souvent que le nom.

À plusieurs reprises dans différents chapitres, est posée la question de la formation des officiers au service du duc. En l'absence d'université dans le duché, les jeunes Bretons partent faire leurs études à Paris, Orléans ou Angers. Alors que les gradués bretons sont nombreux au service du roi de France, ils le sont beaucoup moins dans l'entourage ducal. L'auteur en identifie bien quelques-uns mais à grand-peine. En suivant Planiol, il fait cependant remarquer, à juste titre, que la *Très ancienne coutume* de Bretagne a été mise par écrit par des juristes au premier ^{xiv}^e siècle. Il se montre même franchement optimiste sur la compétence des sénéchaux représentant le duc dans les baillies. À son avis, tous savaient lire et écrire. Était-ce bien le cas ? La proposition peut être soumise à discussion.

Les relations entre le duc et les prélats, évêques et abbés, ayant déjà été analysées par Barthélemy-Amédée Pocquet du Haut-Jussé, ne font pas l'objet d'un développement très étoffé. Le scrupule de l'auteur est parfaitement louable. Fallait-il pour autant s'en tenir à des allusions ? Par exemple, le rôle de l'abbé de la maison cistercienne de Prières dont la fondation au milieu du ^{xiii}^e siècle est un acte à forte

dimension politique est simplement rappelé. Il aurait peut-être mérité un examen plus consistant.

À l'appui de son propos, l'ouvrage présente un très riche et très parlant dossier cartographique. En revanche, il ne comporte pas d'index. Le lecteur averti pourra pallier cette lacune en consultant les nombreux tableaux sur lesquels apparaissent les personnages que l'on peut ensuite découvrir dans les pages adjacentes. Il corrigera également de lui-même les scories qui subsistent et fera les mises à jour qui s'imposent. Il aurait ainsi été préférable de citer la thèse du regretté Hubert Guilotel sur les actes des ducs de Bretagne (944-1148) non pas sous sa forme manuscrite mais dans la très érudite édition posthume réalisée par une équipe de savants médiévistes au sein d'une collection dont Yves Coativy est personnellement l'un des directeurs. L'on remplacera pareillement les mémoires de master 1 et master 2 de Marjolaine Lemeillat par leur publication en deux volumes, *Actes de Pierre de Dreux* et *Actes de Jean I^{er}*, dans la même collection.

Pour qualifier le projet d'étudier les hommes au service du duc sous la dynastie des Dreux, l'auteur parle de « gageure ». Ce terme, reconnaissons-le, est souvent galvaudé. En l'occurrence, il ne l'est pas. Les lacunes béantes des sources constituent une entrave majeure à l'analyse. Il n'empêche que l'ouvrage parvient à dégager quelques propositions marquantes. La stabilité dans la construction administrative de la principauté ne se fait sentir que dans la seconde moitié du règne de Jean le Roux. La Bretagne n'est pas encore un véritable État à la veille de la guerre de Succession, le duc n'ayant pas de diplomatie autonome et ne disposant que d'un ost féodal limité. Mais l'évolution y conduisant est bien amorcée.

L'un des points forts de l'ouvrage est de montrer que la mise en place des institutions à l'origine de l'État breton ne peut être comprise en dehors de son contexte social. En Bretagne comme ailleurs, la genèse de l'État s'inscrit dans un processus de recomposition des structures de pouvoir au sein de l'aristocratie et plus largement dans les relations entre celui qui apparaît désormais comme un prince « souverain » et ses sujets. Au fil des pages, sont ouvertes d'intéressantes pistes de recherche. L'une des plus prometteuses concerne ce que l'auteur appelle le « mailage du pouvoir sur le pays ». La construction d'un État moderne ne se résume pas en effet à la mise en place d'institutions centrales ; elle se joue aussi dans l'emprise qu'exerce le pouvoir princier sur les populations. En offrant par exemple la possibilité de faire sceller un acte par son sceau aux contrats, le duc ne contribue-t-il pas à la légitimation de son pouvoir aux yeux des élites rurales et urbaines ? Parmi d'autres, cette question pourrait déboucher sur une nouvelle enquête. Mais les sources encore conservées le permettent-elles ?

Jean-Luc SARRAZIN

SEGALEN, Martine (préf.), *Et vous ? Êtes-vous crêpe ou galette ?*, Spézet, Coop Breizh, 2020, 119 p.

Et si pour une fois nous commençons un compte rendu d'ouvrage par une devinette ? Qu'est ce qui est rond, breton et apprécié des gourmets ? C'est la crêpe bien entendu ! Le musée de l'abbaye de Landévennec, l'écomusée des Monts d'Arrée, le musée de Pont-L'Abbé, le musée de Dinan et le musée breton de Quimper ont présenté en 2020 une quintuple exposition autour de la crêpe, plat emblématique de la Bretagne, expositions qui ont donné lieu à la publication de ce catalogue d'exposition. Archéologues, historiens et ethnologues ont été convoqués pour mener une